

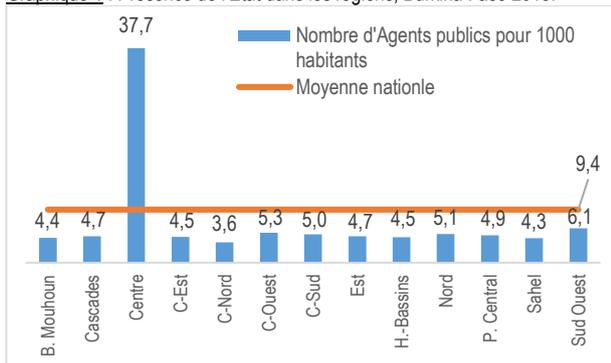
Equilibre régional au Burkina Faso, un défi majeur de développement humain

Adama ZERBO – adamazerbo@yahoo.fr & Karfa FAYAMA – fayama_karfa@yahoo.fr

Tous les indicateurs socio-économiques issus des différentes enquêtes nationales conduites par l'INSD auprès des ménages mettent en évidence de fortes disparités d'une part entre le milieu urbain et le milieu rural et d'autre part entre les régions (revenu, éducation, santé, etc.) et, ainsi, de fortes inégalités en matière de développement humain. C'est dire que certains individus de la nation sont très défavorisés en matière de libertés d'opportunités (possibilités d'agir et de participer) et de libertés de processus (autonomisation) ; toutes choses qui limitent l'élargissement de l'équité dans la société burkinabè.

Dans une nation, l'un des principaux rôles de l'Etat est de promouvoir les libertés d'opportunités et de processus des individus, ainsi que la justice sociale dans toute la nation. Pour ce faire, la qualité de la gouvernance politique, administrative et économique est un facteur essentiel.

Graphique 1 : Présence de l'Etat dans les régions, Burkina Faso 2018.



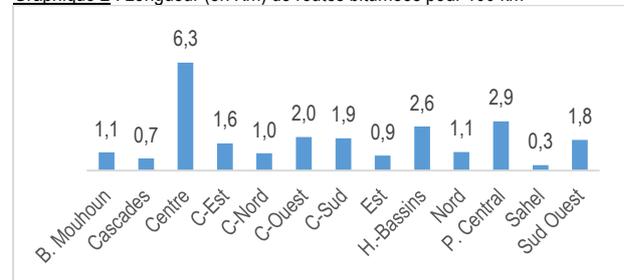
Source : A partir de MFPTPS 2019. Annuaire statistique 2018.

Au Burkina Faso, la gouvernance administrative est caractérisée par une forte concentration dans la région du Centre qui se traduit par la faible présence de l'Etat dans les autres régions du pays. En effet, la région du Centre compte environ 38 agents publics pour 1000 habitants, contre en moyenne moins de 5 agents publics pour 1000 habitants dans les autres régions (graphique 1). Ainsi, les capacités de l'Etat (en terme d'effectifs) à promouvoir les libertés d'opportunités et de processus des individus seraient environ 8 fois plus élevées dans la région du Centre que dans le reste du pays. Ce qui ne facilite pas la promotion de l'équité et le sentiment d'appartenance à une même nation chez les individus et surtout chez les jeunes.

Par rapport à la gouvernance politique, le Burkina Faso n'a pas encore réussi à atteindre un équilibre satisfaisant dans la participation des individus au processus démocratique. En effet, en la matière, selon leur milieu de résidence, les individus n'ont pas les mêmes possibilités/opportunités. Les potentiels élus de la nation (députés) et souvent les potentiels élus locaux (maires) sont des résidents des

grands centres urbains, tandis que la participation des populations rurales au processus démocratique se limite malheureusement au vote, à savoir, le vote d'un urbain venu s'imposer par les promesses et les présents « insignifiants » faits aux différents groupes de populations via les autorités traditionnelles et les « leaders locaux ». Aussi, une fois élus, ces députés et/ou maires demeurent plus présents dans les grands centres urbains que dans les localités où ils sont élus. Non seulement les promesses électorales sont rarement tenues, mais elles se transforment souvent en une absence ou une inaccessibilité des élus par les populations locales.

Graphique 2 : Longueur (en Km) de routes bitumées pour 100 km²



Source : A partir de INSD 2020. Annuaire statistique 2019, Burkina Faso.

S'agissant de la gouvernance économique, elle n'est pas suffisamment orientée vers la résorption du déséquilibre entre les régions. En effet, elle se caractérise par une faible participation/adhésion des populations à la base et, par conséquent, par une faible appropriation des initiatives de développement par lesdites populations. Ainsi, si les dispositifs de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques publiques fonctionnent assez bien au plan institutionnel, ils ne permettent pas une implication effective des communautés locales.

Par ailleurs, le choix des zones géographiques d'intervention de l'Etat est souvent fortement influencé par des facteurs politiques qui contribuent à exacerber le sentiment de manque de justice sociale au sein des communautés. Ainsi, les disparités régionales sont assez prononcées notamment en matière d'infrastructures publiques (routes, électricité, eau, etc.), comme illustré par le graphique 2. La réalisation des infrastructures dans le cadre des festivités du 11 décembre, présentée comme une opportunité d'atténuer le déséquilibre régional, intègre très peu les besoins des communautés locales. Alors, le niveau d'appropriation de ces infrastructures par lesdites populations reste faible et, de ce fait, elles impactent très peu leurs conditions de vie.

Au regard du contexte sécuritaire du pays, la promotion de l'équilibre régional s'avère une nécessité pour préserver l'intégrité territoriale et bâtir une nation. Pour ce faire, l'Etat doit remettre en cause sa gouvernance centralisée pour donner plus de possibilités à toutes les régions.